

sont les deux premières nations sous-développées du Commonwealth à devenir indépendantes et que de même, dans les Antilles, nos engagements sont plus considérables dans la Trinité, la Jamaïque et Tobago que dans les autres îles parce que ces îles sont des nations du Commonwealth qui sont indépendantes?

M. MORAN: C'est une raison, mais je crois qu'il y a d'autres raisons. Une raison, comme vous dites, c'est que le sud-est de l'Asie a été la première région où se soient déployés des efforts coordonnés d'aide à l'échelle internationale. Le Commonwealth a pris l'initiative; les pays avancés du Commonwealth se sont groupés et ont décidé ce qu'ils pouvaient faire pour raffermir les économies de pays comme l'Inde, le Pakistan, Ceylan et la Malaisie. C'est ce qui a donné naissance aux programmes d'aide dans d'autres parties du monde. Le Plan de Colombo a été institué en 1951 et, pendant les huit années qui ont suivi, a été le seul programme d'aide bilatérale du Canada. Les autres programmes sont d'origine plus récente.

Une deuxième raison se trouve dans les besoins respectifs des deux régions. L'Inde a un revenu annuel de \$65 par tête, tandis que dans les pays comme la Trinité et la Jamaïque le revenu est d'environ \$260 par tête. La Trinité et la Jamaïque admettent elles-mêmes qu'elles n'ont pas besoin d'être aidées à des conditions aussi douces que beaucoup des pays excessivement pauvres de l'Asie. La Trinité et la Jamaïque ont besoin d'une aide plus généreuse que les conditions commerciales ordinaires, bien sûr, mais l'Inde et le Pakistan ne sont pas en mesure aujourd'hui de s'engager à faire des remboursements considérables.

La population est une autre considération. A eux seuls, l'Inde et le Pakistan ont une plus grande population que l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Europe occidentale et les Antilles réunies. Songez que les Antilles ont des populations d'au plus 600,000 ou 800,000, tandis que la population de l'Inde grandit au rythme d'un peu plus de 11 millions par année. Cela veut dire que, dans l'Inde, il y a 11 millions de personnes de plus chaque année à nourrir, à vêtir et à loger. Ce sont là quelques-unes des autres raisons qui, à mon avis, expliquent pourquoi les montants accordés à des pays comme l'Inde et le Pakistan sont plus élevés que ceux accordés aux Antilles.

Le sénateur GROSART: Est-ce que presque toute l'aide de la France va aux anciennes dépendances françaises et est-ce que la France s'acquitte en réalité d'obligations morales sinon financières accumulées au cours des années?

M. MORAN: L'aide canadienne est dirigée vers deux zones principales. Une de ces zones comprend les pays du Commonwealth.

Tous les pays du Commonwealth en voie de développement sont admis à recevoir de l'aide du Canada et, à cause du caractère bilingue et biculturel de notre pays, nous sommes bien placés pour aider les pays de langue française, comme nous le faisons avec un programme pour les États français de l'Afrique et aussi pour les pays de langue française du sud-est de l'Asie, Vietnam, Laos et Cambodge. Dans l'expansion du programme décidée l'an dernier, c'est l'Afrique française qui a bénéficié de la plus forte augmentation proportionnelle, la subvention ayant été portée de \$300,000 à \$4,000,000, soit 13 fois plus.

Le sénateur GROSART: Je crois que ma question n'était pas assez claire. Je parlais de l'aide donnée par la France et j'ai demandé s'il n'était pas vrai que la plupart de son aide allait à ses anciennes dépendances et qu'elle s'acquittait ainsi d'une obligation historique. Elle se trouve en réalité à rembourser dans une certaine mesure l'argent qu'elle a sorti de là au cours des années.

M. MORAN: Cela est vrai quant aux endroits où va son aide, mais la France étend maintenant son aide à d'autres parties du monde. Par exemple, elle est entrée dans les consortiums de la Banque mondiale pour l'Inde et le Pakistan. Mais il est vrai que la plus grande partie de son aide au développement va, et je pense que cela se comprend, à ses dépendances et à ses anciennes dépendances en Afrique.